

Le budget—M. Epp

M. Epp: Les mots suivants sont gravés dans la pierre, sur la Tour de la paix: "Without vision the people perish". N'allez pas me raconter que vous aimez le gouvernement, que vous vous sentez à l'aise sur les banquettes ministérielles. Dites-moi plutôt comment vous allez diriger les Canadiens, comment vous allez de nouveau les inciter à bâtir leur pays. En effet, c'est seulement grâce au développement économique et au succès économique que nous rétablirons la justice sociale.

Des voix: Bravo!

M. Epp: Seulement à cette condition. Vous ne pouvez pas parler de justice sociale quand vous supprimez les possibilités de développement économique. Un grand nombre d'entre nous ont des parents ou amis en Union soviétique. Ils entendent beaucoup parler de justice sociale, mais en ce qui les concerne ils voient très peu de développement économique, ce qui fait que le mot commence à sonner creux.

Donc, il faut d'abord que le gouvernement comprenne que c'est lui, lui tout le premier, pas les autres mais lui, qui est responsable de la crise économique qui s'est abattue sur nous. Si seulement il le faisait, nous pourrions alors parler de nous acheminer vers la reprise.

Les Canadiens ont peur actuellement. J'ai dit que j'éprouvais aujourd'hui de la tristesse, et ceux qui m'écoutent me diront peut-être qu'il y a plus de colère encore que de tristesse dans ma voix. Voilà les deux sentiments que j'éprouve. Il y a un mythe qui s'est installé dans la conscience canadienne. Sans avoir connu les années 30, je sais qu'il en est resté le dicton qu'avec les conservateurs, c'est la crise.

M. Breau: Cela n'a pas changé.

M. Epp: Et le député de Clouester (M. Breau) y croit encore. Mais le mythe réciproque, c'est que quoi qu'ils puissent faire, les libéraux conservent toujours leur réputation de bonne gestion économique. Regardez-les aujourd'hui, monsieur l'Orateur. En fait de gestion économique, en fait de gestionnaires, leur réputation est en miettes. Et les plus déçus, ce sont les Canadiens.

Il est question du déficit. Sur un ton presque badin, le gouvernement prétend vouloir faire quelque chose à propos du déficit qu'il juge grave. Examinons un peu ce déficit. Il y a quelques semaines, je m'en souviens, des bruits couraient que le déficit allait dépasser sensiblement les 10.9 milliards de dollars prévus dans le budget du 12 novembre. Certains députés et commentateurs affirmaient que ce déficit risquait d'atteindre 15 milliards et peut-être 16 milliards. Dans certains milieux, des députés se demandaient si le déficit pouvait atteindre des proportions aussi gigantesques. Aucun d'entre nous n'osait croire qu'il se rapprocherait des 20 milliards. Ces 20 milliards de dollars—ou 19.6 milliards pour être plus précis—se répercutent sur deux autres questions dont le gouvernement refuse de parler et que voici: tout d'abord, la caisse d'assurance chômage accusera un déficit dont nous connaissons l'ampleur à la fin du troisième trimestre, c'est-à-dire en janvier 1983. Ce déficit pourrait s'élever à deux autres milliards de dollars. En outre, le ministre mise sur le fait que le déficit n'atteindra pas de nouveaux sommets, car il prévoit une relance pour les deux prochains trimestres. Les Canadiens qui examinent la situation actuelle croient-ils vraiment que nous connaissons cette relance

au cours du prochain trimestre? Peut-on m'indiquer un seul économiste ou investisseur renommé qui en soit persuadé? Voilà les écrans et les miroirs avec lesquels se plaît à jouer le ministre. Il semble croire que la vérité ne démentira pas ces paroles qu'il emploie si facilement.

• (2130)

En ce qui concerne le déficit de 20 milliards de dollars et plus, je tiens à affirmer qu'aucune autre mesure n'entamera plus rapidement, plus spectaculairement et plus profondément la confiance des Canadiens qu'un tel déficit. Si les députés d'en face dépensaient chacun 33 p. 100 de plus que ce qu'ils gagnent chaque année, combien de temps leur famille réussirait-elle à subsister? Combien de temps pourrait-elle continuer de se réunir autour de la table familiale et faire des projets d'avenir? Est-ce cela que le gouvernement lègue aux Canadiens?

Je sais que de nombreux Canadiens ont investi dans les obligations d'épargne du Canada. En septembre dernier, les obligations rapportaient 19 p. 100 et plus. Selon moi, cela indiquait à quel niveau devaient s'établir les taux d'intérêt l'année suivante. Pourquoi les Canadiens voudraient-ils investir dans les entreprises canadiennes si on leur garantit un intérêt de 19 p. 100 et plus sans aucun risque?

M. Peterson: Combien d'obligations avez-vous achetées?

M. Epp: Le député d'en face veut se livrer à des attaques personnelles. C'est son droit, mais je tiens à souligner que le seul moyen de redresser notre économie consiste à accorder plus d'avantages financiers aux investisseurs qui prennent des risques qu'aux détenteurs d'obligations. Quel sera le taux des obligations émises cette année? Est-ce un facteur qui contribue au déficit? Le gouvernement doit se rendre sur le marché obligataire. Il lui faut obtenir 20 milliards de dollars et il a intérêt à en trouver le plus possible sur le marché intérieur.

M. Huntington: Il lui faut 60 milliards de dollars.

M. Epp: Si l'on tient compte des obligations à émettre pour financer celles qui sont arrivées à échéance, le gouvernement a effectivement besoin de 60 milliards de dollars, mais pour les obtenir, quel intérêt devra-t-il offrir aux Canadiens puisque le taux d'inflation est actuellement très élevé? Quel taux offrira-t-il aux Canadiens et quels en seront les coûts? Voilà ce que les députés d'en face devront décider.

Pendant la période des questions orales, il y a eu aujourd'hui à la Chambre des communes un échange intéressant. Il s'agissait d'un échange plutôt triste à propos des pensions de vieillesse. Le gouvernement s'en tenait au fait que l'année prochaine, les pensions de vieillesse augmenteraient et, si l'on s'en tient à la valeur absolue du dollar, cela est exact. Si les pensions de vieillesse augmentent de 6 p. 100, il est évident que les paiements seront plus élevés qu'ils ne le sont cette année. Le gouvernement a donc de quoi défendre sa position. Toutefois, il n'a jamais voulu admettre que les personnes âgées recevront moins d'argent qu'elles ne le prévoyaient pour tenir compte de l'inflation et de l'érosion de leur pouvoir d'achat l'année prochaine.

M. Paproski: Quel gouvernement sans cœur!